

concedés autrement aux nationalités chrétiennes de l'empire ». Mais on prévint qu' « une atteinte systématique » à ces droits, de la part de la Turquie, pourrait créer aussi bien le *casus foederis* que l'attaque directe sur les territoires des parties contractantes.

Il faut ajouter que l'expression : « les droits découlant des traités » fut insérée dans le texte sur l'insistance des diplomates bulgares, qui sous-entendaient, par ce renvoi aux traités, l'article 23 du traité de Berlin, c'est-à-dire l'autonomie de la Macédoine. Evidemment, au moment de la conclusion de ce traité, le 16/29 mai 1912, on était encore entièrement dans le vague, quant à l' « action » éventuelle. La seule chose qui était claire, c'était que la Bulgarie ne voulait pas faire la guerre à la Turquie pour la Crète. A cette fin, on avait ajouté au traité une « déclaration » qui n'obligeait la Bulgarie qu'à une « neutralité bienveillante », au cas où la guerre commencerait « par suite de l'admission dans le Parlement grec des députés crétois ».

Après la conclusion des traités serbo-bulgare et gréco-bulgare, le roi de Monténégro entra à son tour en scène. Nicolas était toujours prêt à prendre part à une combinaison quelconque des Etats balkaniques contre la Turquie. Il en avait parlé à la Russie, en 1888 ; il renouvela ses propositions à l'ambassade russe de Constantinople, au mois de juillet 1911. Quand la guerre turco-italienne commença, au mois de septembre, il fut le premier à proposer une action militaire commune de la Serbie, de la Bulgarie, de la Grèce et du Monténégro. Une entente fut négociée avec la Bulgarie en avril 1912, avec la Grèce un peu plus tard ; il ne restait que Belgrade qui ne fût pas en bons termes avec Cettigné, à cause de la concurrence patriotique de ces deux Etats serbes (chacun visant au rôle du « Piémont »), aussi bien qu'à cause d'intrigues antidynastiques supposées, des deux côtés, et du régime réactionnaire de Nicolas qui faisait que toute la jeunesse lettrée émigrât et conspirait contre lui du dehors. Les diplomates bulgares servirent d'intermédiaires. M. Danev a donné au *Zeit* de Vienne un récit amusant qui montre que la dernière pierre de l'alliance balkanique (que la Russie voulait diriger contre l'Autriche-Hongrie) fut posée au Hofburg de Vienne, à la fin de mai.

Pourtant, tous ces traités ne furent mis au point qu'au mois de septembre, à la suite des événements qui se déroulèrent en Turquie et qui finirent par menacer sérieusement l'existence même des nationalités en Macédoine. La série de ces événements s'ouvrit, au printemps 1912, par une révolte en Albanie, révolte prévue et prise en considération par les ennemis de la Turquie. En été, la révolte porta des fruits qui dépassèrent tout ce qu'on en avait attendu. Le Cabinet démissionna, la Chambre fut dissoute, le Comité dirigeant du parti *Union et Progrès*, menacé d'une défaite complète, fut obligé d'accorder aux Albanais tout ce qu'ils demandèrent, pour arrêter